Journal de la Société des Océanistes

140 | janvier-juin 2015

Intégration régionale des territoires français dans le Pacifique Sud

---

Le groupe du Fer de Lance mélanésien face à ses défis

The MSG and its New Challenges

Nathalie Mrgudovic

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/7256>

DOI : 10.4000/jso.7256

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2015

Pagination : 59-74

ISBN : 9782854301250

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Nathalie Mrgudovic, « Le groupe du Fer de Lance mélanésien face à ses défis », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 140 | janvier-juin 2015, mis en ligne le 05 juillet 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/7256> ; DOI : 10.4000/jso.7256

Le groupe du Fer de Lance mélanésien face à ses défis

par

Nathalie MRGUDOVIC*

RÉSUMÉ

Cet article examine la complexité du processus d'intégration régionale en Océanie à travers le cas du groupe du Fer de Lance mélanésien (GFLM). L'émergence de cette structure subrégionale en 1988 avait pour but d'affirmer la spécificité mélanésienne au cœur du Pacifique Sud. Or, en vingt-cinq années d'existence, le Fer de Lance ne semble pas avoir pleinement réalisé tous les objectifs qu'il s'était initialement fixés. Ses ambitions, politiques en particulier, ne sont qu'en partie réalisées. Quant à la récente présidence fidjienne du Fer de Lance, elle a tenté de donner une nouvelle stature régionale au groupe, mais y est-elle parvenue ? Cet article analyse les défis politiques, intérieurs et extérieurs, que le GFLM rencontre depuis sa création et considère ceux qui lui restent à relever.

MOTS-CLÉS : groupe du Fer de Lance mélanésien, subrégionalisme, indépendance, FLNKS, Papouasie occidentale, Fidji

ABSTRACT

This paper examines the complexities of regional integration in Oceania through the case study of the Melanesian Spearhead Group (MSG). The emergence of a new subregional structure in 1988 aimed to support the development of the Melanesian identity within the South Pacific. However, after twenty-five years of existence, the Spearhead Group does not seem to have reached all its initial objectives. Its political ambition has only partly been achieved. The recent Fijian leadership of the MSG has attempted to give a new regional dimension to the Melanesian group, but has it succeeded? This paper analyses how the subregional group has faced the challenges that emerged from its regional environment as well as from within its own structure. It finally considers the new challenges ahead for the Melanesian group.

KEYWORDS: Melanesian Spearhead Group, subregionalism, Independence, FLNKS, West Papua, Fiji

La notion de subrégionalisme est généralement comprise comme un mécanisme de coopération intergouvernementale s'inscrivant nécessairement dans un cadre régional plus vaste et associé à un processus d'intégration régionale (Manoli, 2012). Cependant, lorsqu'un petit groupe d'États ou de territoires se rassemblent au sein d'une structure subrégionale alors qu'ils appartiennent déjà, pour la plupart, aux organisations de la région, et qu'ils adhèrent et appliquent les politiques de celles-ci,

peuvent-ils développer, en parallèle, une organisation subrégionale à l'identité et aux objectifs spécifiques ? Peuvent-ils se distinguer, et ce, de façon complémentaire plutôt que rivale, des structures régionales déjà existantes ? Et comment peuvent-ils assurer la réalisation et l'adaptation des desseins de leur groupe ? C'est ce que nous envisagerons avec le cas du groupe du Fer de Lance mélanésien (GFLM)¹ dont les membres appartiennent presque tous² au Forum du Pacifique (FIP)³ et au secrétariat de la

* School of Languages and Social Sciences, Aston University, Birmingham (GB), n.mrgudovic@aston.ac.uk

1. Voir Mrgudovic (2003), pour une présentation plus détaillée des origines du GFLM et de son soutien au mouvement indépendantiste kanak.

2. Le Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS) n'appartient qu'au GFLM. Voir plus loin.

3. Comme la notion de « Pacifique Sud » a été abandonnée par les organisations régionales depuis 2000 sous prétexte qu'elle n'englobait pas les territoires situés au-dessus de l'équateur, la notion plus large de « Pacifique » prévaut désormais.

Communauté du Pacifique (CPS), les deux organisations régionales principales du Pacifique Sud.

Au début des années 1980, les leaders de la Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG), des îles Salomon et du Vanuatu, fraîchement indépendants, et aux identités culturelles spécifiques bien que toutes mélanésiennes⁴, ont fait appel à leurs valeurs et traditions communes afin de forger l'unité entre leurs pays tout en construisant des référents nationaux nouveaux par rapport à ceux imposés par les anciennes puissances coloniales et distincts de ceux des autres entités océaniques (Hau'ofa, 1985). Les élites politiques et l'intelligentsia en PNG, aux Salomon et au Vanuatu ont ainsi entrepris :

« un travail de production d'images et d'idéaux nationaux [...] {générant} un discours constructif fondé sur la coutume et la tradition afin d'établir une distinction nationale en accord avec les traditions indigènes ancestrales. » (Foster, 1997 : 1, notre traduction)

Créer une identité nationale avait pour objectif de transformer ces nouveaux États en États-nations unifiés (Douglas, 2003 ; Leblic, 1993) (voir plus loin les points sur la *Melanesian Way* et la *Pacific Way*).

Depuis son émergence, ce groupe promeut, essentiellement au niveau régional, la singularité des peuples mélanésien. Plutôt qu'un facteur de division régionale, il a toujours été perçu, par le Forum notamment, non comme une menace mais comme un élément de renforcement de l'intégration régionale (Maiava, 2003). Le Fer de Lance, comme d'autres groupes⁵, traitent au niveau subrégional de problèmes souvent déjà considérés par la CPS ou le FIP, tels que le changement climatique, la coopération économique ou encore les questions de sécurité. Ces initiatives subrégionales permettent ainsi de contre-balancer le poids de l'isolement, l'un des obstacles majeurs à la coopération (Grynberg *et al.*, 2005 : 79) et à l'intégration régionales.

Pourtant, depuis sa création, le GFLM semble avoir toujours été confronté à des défis touchant à ses raisons d'être politiques et économiques. Ces épreuves sont-elles les étapes normales de tout processus d'évolution d'une organisation ou bien révèlent-elles les limites du subrégionalisme en Océanie ? Alors que la réalisation de son projet économique – les accords de libre-échange

– stagne⁶, l'évolution des aspirations politiques du groupe mélanésien est plus significative. C'est sur celle-ci que portera notre analyse. Après avoir considéré les ambitions originelles du groupe mélanésien, nous aborderons les défis majeurs auxquels il a été confronté, notamment en ce qui concerne sa politique d'adhésion. Finalement, nous étudierons la position ambiguë de Fidji à l'égard du Fer de Lance mélanésien et l'impact que la récente présidence fidjienne a eu sur l'affirmation politique régionale du groupe.

Émergence d'une revendication identitaire complexe

Outre la volonté de promouvoir une identité culturelle distincte au sein de la région, le projet politique de soutenir l'émergence d'États-nations mélanésien souverains s'est focalisé plus particulièrement sur la cause des indépendantistes kanak de Nouvelle-Calédonie. Toutefois, le développement de ce groupe mélanésien a révélé parmi certains de ses membres des nuances quant à la nature du leadership à adopter.

Affirmation de la spécificité mélanésienne

Pour Henningham et Ball (1991), l'émergence de la référence à l'identité mélanésienne résultait des expériences coloniales communes. En outre, étant les derniers à avoir acquis leur indépendance dans la région, la formation intellectuelle et politique des leaders mélanésien reflétaient davantage l'influence des idéaux plus libéraux voire radicaux des années 1960 et 1970 (Henningham *et al.*, 1991). Afin de développer un discours rassembleur et donner à leurs populations respectives un sens d'identité et d'unité, deux leaders papous, Bernard Narokobi et le père John Momis, ont créé le concept de *Melanesian Way* (Narokobi, 1980), « une restructuration radicale de la société et de la politique en PNG dans un contexte post-indépendance. » (Premdas, 1987 : 111, notre traduction). Ce concept avait toutefois aussi été créé en réaction à la notion plus inclusive de *Pacific Way* développée en 1970 par le leader fidjien Sir Kamisese Ratu Mara (Mara, 1997 : 238)⁷ et dénoncée par Narokobi et Momis comme :

Nous estimons que cette notion est beaucoup trop large et ne permet plus de distinguer la partie sud-ouest du Pacifique. Dès lors, nous choisissons de garder l'usage de la terminologie « Pacifique Sud » ou d'employer alternativement le terme d'Océanie, justifiable tant au plan géographique que sémantique.

4. Voir Tcherkezoff (2008) sur le fondement de la distinction entre les trois zones « culturelles ».

5. Voir, dans ce numéro spécial, l'article de Sémir Al Wardi sur les groupes subrégionaux polynésien.

6. Les îles Salomon n'en sont toujours pas partie prenante par exemple. Et le 19^e sommet du GFLM a lancé une troisième version de proposition pour cet accord (communiqué du GFLM, 20 juin 2013).

7. Pour une analyse des interprétations de la *Pacific Way*, voir Stephanie Lawson (2010).

« une forme d'idéologie et d'identité pour l'unité régionale [...] [promue par et pour] des élites insulaires mobiles [sans] intention de l'ancrer dans les sociétés insulaires dans leur ensemble. » (Hau'ofa, 1985 : 168, notre traduction)⁸

Pour rassembler les divers peuples des Nouvelles-Hébrides dans leur lutte émancipatrice, Walter Lini, le père de l'indépendance du Vanuatu, avait préféré quant à lui invoquer la *kastom*, à savoir les coutumes et traditions mélanésiennes (Tabani, 1999). Une fois élu Premier ministre, il développa alors sa vision d'un « socialisme mélanésien » basé sur les idéaux de « communalisme »⁹, de partage et d'humanisme (Hau'ofa, 1985 ; Premdas, 1987 ; Mrgudovic, 2008b). Cette vision reposait également sur les valeurs chrétiennes auxquelles la *kastom* est étroitement liée (Tabani, 2000 ; White, 2007 ; Douglas, 2003 ; Leach *et al.*, 2013).

Au-delà de ces initiatives essentiellement internes de création d'identités nationales, cette *troika* mélanésienne¹⁰ (PNG, Salomon, Vanuatu) a reconnu la nécessité de développer en parallèle un mouvement collectif. Malgré le rejet initial par Walter Lini de l'idée d'un groupe mélanésien conçu comme une alliance politique, le groupe avait tout de même établi des objectifs politiques précis bien avant sa création en 1988. En effet, il est possible de dater l'émergence du combat politique mélanésien à 1976. Cette année-là, le Premier ministre papou, Sir Michael Somare, et son vice-Premier ministre, Ebia Olewale, avaient exprimé la nécessité de promouvoir l'identité et l'émancipation mélanésiennes alors que les Nouvelles-Hébrides et une partie de la Nouvelle-Calédonie réclamaient leur indépendance. À partir de 1979, l'idéal se transforma en actions concrètes. Les Nouvelles-Hébrides, sur le point d'obtenir leur indépendance et de devenir le Vanuatu en 1980, et le mouvement indépendantiste kanak de Nouvelle-Calédonie avaient besoin de la solidarité mélanésienne pour soutenir leur projet d'indépendance. Elle fut vigoureusement affirmée, notamment au Forum des îles du Pacifique – alors Forum du Pacifique Sud – dès 1979 où des représentants indépendantistes kanak furent officiellement invités par la *troika* mélanésienne à venir remettre aux membres du Forum une pétition demandant à l'organisation régionale de soumettre, via ses membres, une proposition de résolution auprès de l'Assemblée générale de l'ONU pour obtenir la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la

liste des territoires non autonomes¹¹ (Mrgudovic, 2003). Dès lors, la pression constante exercée par les Mélanésiens sur le reste des États-membres du Forum ainsi que la menace grandissante d'une quasi-guerre civile en Nouvelle-Calédonie finirent de convaincre le FIP de soutenir le combat du Front indépendantiste [qui allait, en 1984, se transformer en Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS)]. Le 2 décembre 1986, la Nouvelle-Calédonie fut réinscrite sur la liste onusienne des territoires non autonomes et, par là-même, le FLNKS fut officiellement reconnu par l'ONU comme un mouvement de libération nationale (Mrgudovic 2003, 2008ab ; ONU, 1986 : résolution 41/41A ; Mapou, 2006 : 2).

Malgré sa structure plutôt informelle, cette victoire politique et diplomatique permit au groupe mélanésien de renforcer sa légitimité politique. En mars 1988, la PNG, les Salomon et le Vanuatu signèrent six « Principes de coopération entre les États de la Mélanésie » établissant ainsi le « groupe du Fer de Lance mélanésien » (MSG, 1988). Pas vraiment une constitution, ni une charte, ces principes n'imposaient pas non plus de coopération supranationale. Ils avaient pour objectif d'œuvrer au respect et à la promotion des cultures, traditions et valeurs mélanésiennes, du droit à l'indépendance – tout spécialement de la Nouvelle-Calédonie –, de la coopération économique et technique, de l'amitié et de la coopération avec les Nations unies et le Forum des îles du Pacifique, et du principe de non-ingérence (MSG, 1988). Outre ces objectifs culturels et politiques, le GFLM entendait promouvoir la coopération économique et la solidarité afin de tenter de contrebalancer :

« l'intensification de la dépendance économique et la transnationalisation croissante du capital [...] » (Foster, 1997 : 1-2, notre traduction)

La pratique traditionnelle et coutumière de l'échange dans les sociétés mélanésiennes devait être la base de l'autre grand objectif du groupe : établir un accord de libre-échange mélanésien.

Le FLNKS fut invité à rejoindre le Fer de Lance en 1990, après la signature des accords de Matignon-Oudinot en 1988, qui avaient mis en œuvre un plan décennal devant aboutir à un référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie. Ces accords et l'assassinat du leader du FLNKS Jean-Marie Tjibaou en mai 1989 sont les facteurs qui ont influencé la décision du

8. On retrouve tout à fait cette perspective dans le discours « régional » de Bainimarama (voir plus loin).

9. Le « communalisme » est une forme d'allégeance à un groupe de personnes spécifiques. Son fonctionnement est moins organisé que celui du communautarisme et il renvoie souvent à des divisions ethniques ou religieuses.

10. Cette expression, de notre invention, symbolise la dynamique des trois États mélanésiens à l'origine du Fer de Lance.

11. À l'époque, seuls l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Fidji, la PNG et les îles Salomon étaient membres de l'ONU. Et, dès son mandat de secrétaire général de la CPS terminé, en novembre 1986, Francis Bugotu s'était lui aussi rendu aux Nations unies pour demander que la Nouvelle-Calédonie soit réinscrite sur la liste des territoires à décoloniser.

groupe mélanésien d'inviter non pas un État mais un mouvement à devenir observateur – en 1991 – puis membre à part entière du GFLM – en 1999. Cette décision cruciale d'accueillir le FLNKS, et donc de transformer le Fer de Lance en une organisation intergouvernementale, est aujourd'hui encore au cœur de la réflexion du groupe sur sa nature intrinsèque (voir plus loin).

Bien qu'ayant existé et fonctionné durant deux décennies, le GFLM n'est officiellement devenu une organisation subrégionale qu'en 2007. Le 23 mars, la signature de sa charte lui attribua la personnalité morale et son nouveau statut d'organisation subrégionale fut reconnu par l'ONU (ONU, 2010). Son secrétariat général, longtemps attendu¹², fut inauguré à Port-Vila le 1^{er} novembre 2007.

Visions et aspirations du leadership mélanésien

Dès sa création, le groupe mélanésien a dû faire face à ce qui allait devenir ses démons intérieurs récurrents, à savoir ses principes fondateurs eux-mêmes et notamment une « vision » politique initiale parfois divergente entre les leaders mélanésiens. Dès l'émergence du concept de groupe mélanésien, particulièrement dans la période immédiate de l'après-indépendance, des nuances sont apparues quant aux priorités ou perspectives régionales de ses membres.

Ainsi, les îles Salomon n'ont jamais vraiment exprimé d'ambition de leadership régional ni même de centralité régionale. Même lorsqu'en 1984, l'ancien Premier ministre Mamaloni appelait à la création d'un groupe spécifiquement mélanésien, il l'envisageait au sein du Forum. Par ailleurs, dans un discours de politique étrangère, en 1985, le gouvernement salomonais affirma qu'en tant que petit État dépendant, vulnérable aux changements économiques et dépourvu de toute puissance militaire, il avait décidé d'adopter une « approche multidimensionnelle de sa politique étrangère qui aspirait à développer des partenariats aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral » (Henningham, 1992 : 204-205, notre traduction). Malgré ce réalisme et cette humilité affichés, les îles Salomon ont cependant choisi une attitude de fermeté contre les essais nucléaires et le stockage des déchets nucléaires dans la région et contre toute forme de colonialisme. Ceci explique pourquoi les Salomon continuent de reconnaître Taiwan plutôt que la République populaire de Chine.

De son côté, et depuis son indépendance en 1975, la PNG a souvent exprimé son aspiration au leadership dans les affaires régionales. Les leaders papous, spécialement Michael Somare, ont toujours considéré que ce rôle revenait naturellement à la PNG en raison de sa supériorité physique (que ce soit en termes de superficie, de population ou de richesses naturelles) sur le reste des États insulaires du Pacifique Sud¹³.

À l'aube de l'indépendance de la PNG, l'ambition de son Premier ministre, Michael Somare et de son ministre des Affaires étrangères, Albert Maori Kiki, était de défendre une politique étrangère « universaliste » et d'établir des relations sur une base égalitaire avec tout État avec lequel la PNG aurait des intérêts et des bénéfices mutuels, y compris l'Australie, qui demeure le plus important partenaire économique et donataire d'aide de la PNG (MacQueen, 2007). Cette vision « universaliste » du « *Friends to all, enemies to none* » (« Amis de tous, ennemis de personne ») explique pourquoi Somare s'était initialement opposé à toute intervention militaire au Vanuatu – bien que réclamée par ce dernier – et qui fut finalement organisée en 1980 par le nouveau Premier ministre papou, Julius Chan (MacQueen, 1988). Fortement favorable à une plus grande coopération régionale, la vision de Chan s'étendait au-delà de la seule Mélanésie (MacQueen, 2007). L'intervention militaire papoue au Vanuatu devrait donc être interprétée comme une nouvelle illustration du rôle que la PNG voulait jouer au niveau régional même si, en réalité, cette intervention avait été entièrement orchestrée et équipée par l'Australie (Henningham, 1992).

Afin d'établir une position plus affirmée pour les États insulaires de la région, le Premier ministre papou, Michael Somare, avait fait campagne dès le début des années 1980 pour remplacer le Communauté du Pacifique (CPS) « coloniale et dépassée » par « une organisation régionale unique [...] qui combinerait les fonctions de la CPS, du Forum et des autres organisations régionales, et qui n'accueillerait que les États insulaires du Pacifique », excluant ainsi l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que toutes les puissances extra-régionales. Si le projet avait alors échoué – Chan ayant été élu à la place de Somare –, le Forum a cependant réalisé – en partie – la suggestion papoue en créant le Comité de coordination (le SPOCC) en 1989 devenu l'actuel Conseil des organisations régionales dans le Pacifique (le CROP) en 1999¹⁴.

12. Finalement « offert » – construit et financé – par la Chine, comme tant d'autres bâtiments dans la région, il illustre ainsi une des facettes de la stratégie chinoise d'« intégration » régionale.

13. La PNG représente 80 % de la superficie totale des États insulaires du Pacifique Sud et de leur population (De Deckker, 2002). Cette revendication a d'ailleurs été reprise par l'actuel Premier ministre fidjien Bainimarama pour le compte de tout le groupe mélanésien (qui représente 85 % de la population océanienne insulaire et 98 % de sa surface terrestre).

14. Ce conseil rassemble la CPS, le Forum et huit autres organisations régionales liées au Forum telles que la FFA, la SOPAC ou encore l'USP, et assure le lien entre elles.

L'ambition régionale de la PNG pouvait-elle alors être comparée à celle de Fidji ? Bien que les deux États aient acquis leur indépendance plus ou moins à la même époque, la PNG est toujours apparue dans ses aspirations comme dans ses projections extérieures légèrement en retrait ou dans l'ombre de Fidji qui bénéficiait déjà, tant au niveau régional que sur la scène internationale, d'une reconnaissance et d'une influence bien plus importantes. Cela n'a cependant pas affecté les relations de la PNG avec Fidji, comme le refus papou de condamner les coups d'État de 1987 à Fidji l'a démontré. Dans son approche « universaliste », la PNG s'est toutefois toujours considérée comme un pont entre l'Asie du Sud-Est et le Pacifique Sud et a consacré une part importante de sa politique étrangère au développement de bonnes relations avec sa voisine immédiate : l'Indonésie (MacQueen, 1989 ; 2007). Port Moresby avait en effet assisté à la façon dont Djakarta avait réalisé ses ambitions territoriales en persuadant dans un premier temps l'ONU de lui transférer l'administration de la Papouasie occidentale en mai 1963 pour déclarer, quelques mois plus tard, que ce territoire faisait désormais partie intégrante de l'Indonésie (Ondawame, 2011b).

Afin d'éviter de prendre position sur cette question, de maintenir des relations pacifiques avec l'Indonésie et de justifier – auprès du Vanuatu notamment – son manque de soutien au mouvement indépendantiste de Papouasie occidentale (MacQueen, 1989 ; Henningham *et al.*, 1991 ; Mrgudovic, 2008b), la PNG avait préféré adopter une position de grande fermeté vis-à-vis de la France et de l'indépendance kanak. Le Vanuatu allait cependant rapidement s'affirmer sur cette question.

Comme la PNG, le Vanuatu, et son premier leader, le père Walter Lini, auraient pu à l'époque laisser apparaître une forme d'ambition pour un leadership régional reposant toutefois davantage sur des fondements idéologiques et moraux plutôt que sur des critères de supériorité géographique et démographique. Dès son indépendance en 1980, le Vanuatu, compte tenu des difficultés qu'il avait rencontrées dans sa volonté de s'émanciper de la colonisation française – les Britanniques ayant montré moins de réticence à abandonner le condominium – avait fait du soutien à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie l'une des priorités de sa politique étrangère (Henningham, 1992).

Les enjeux politiques au groupe du Fer de Lance mélanésien : instabilité et contradictions

Trop souvent désignés comme un « arc mélanésien d'instabilité », les États et territoires

mélanésien n'en ont pas moins prouvé leur capacité à rétablir des conditions de gouvernance relativement stables et défendre un front uni sur la scène régionale. Des failles sont toutefois apparues dans la politique d'adhésion au GFLM.

Une instabilité endémique ?

La violence en Nouvelle-Calédonie dans les années 1980, les coups d'État militaires à Fidji en 1987, 2000 et 2006, la crise sécessionniste à Bougainville à partir de 1997, le début de la guerre civile aux îles Salomon en 1998, la constante fragilité institutionnelle au Vanuatu, la bataille de légitimité entre deux Premiers ministres papous en 2012 constituent les éléments de ce qui a été décrit par certains comme un « arc mélanésien d'instabilité » (voir Ayson, 2007 ; White, 2007). Ils auraient pu être perçus comme autant de coups de grâce au groupe mélanésien. Au lieu de cela, il a été mis fin à la quasi-guerre civile en Nouvelle-Calédonie grâce aux accords de Matignon-Oudinot en 1988 puis celui de Nouméa en 1998 qui doit conduire à un référendum d'autodétermination entre 2014 et 2018. La guerre civile à Bougainville a connu un dénouement assez similaire à celui de Nouvelle-Calédonie, avec la mise en place d'un gouvernement autonome (*self-government*), d'une constitution et d'un référendum d'autodétermination prévu entre 2015 et 2020 (MacLellan *et al.*, 2012). Cependant, dans les deux situations, malgré la dynamique positive créée par ces accords, rien ne garantit la non-résurgence de conflits dans la période post-référendum. Dans les deux cas, la gestion de la grande richesse minière de ces territoires pourrait notamment générer de vives tensions, quel que soit le résultat des *referenda* (MacLellan *et al.*, 2012).

Dans le cas des îles Salomon, la mission d'aide régionale (*Regional Assistance Mission*, RAMSI), placée sous commandement australien, composée de troupes régionales y compris mélanésiennes et déployée en juillet 2003, a permis de mettre fin à cinq ans de conflits ethniques et fonciers entre l'île principale et celle de Malaita. Après une mission parfois tendue – la population était progressivement devenue réticente à la présence australienne jugée trop imposante (Hameiri, 2009) – mais réussie, la force régionale a organisé sa transformation graduelle en forces de police, toujours rattachées à la mission et financées par l'Australie jusqu'en 2017 (Johnson, 2013).

Pour White, le pluralisme ethnique, généralement présenté comme une explication à l'instabilité mélanésienne, est trop souvent associé, à tort, à « la désunion, la division et les querelles » ainsi qu'à un manque de puissance des gouvernements centraux (White, 2007 : 5, notre

traduction). Prenant l'exemple de Bougainville cependant, il explique cette instabilité par un manque de gouvernements provinciaux décentralisés et reconnus ainsi qu'« une pénurie de leaders traditionnels pour réguler leurs affaires locales » (White, 2007 : 8, notre traduction). Douglas souligne le fait que :

« en Mélanésie, bien qu'il y ait des États, il n'y a toujours pas d'États-nations [...] [et] la distance entre l'État et la nation en Mélanésie s'accroît, tandis que les communautés locales, éloignées des centres principaux, sont de moins en moins impliquées dans les affaires publiques et que les centres rivaux promouvant un engagement "national" acquièrent en assurance et en légitimité. » (Douglas, 2003 : 8, notre traduction)

Ce point de vue est confirmé par White qui souligne « le manque de connexion entre le gouvernement et les communautés rurales » (White, 2007 : 4, notre traduction). Il est notamment illustré par le film d'Éric Wittersheim (2003) sur le Vanuatu : *Grassroots. Ceux qui votent*.

Paradoxalement, cette instabilité mélanésienne semble avoir affecté voire divisé le monde politique australien. L'ancien Premier ministre Kevin Rudd a ainsi accusé à plusieurs reprises son prédécesseur John Howard d'avoir entraîné cette instabilité en raison de la négligence australienne à l'égard de son environnement stratégique immédiat (Ayson, 2007). Cependant, cette « négligence » est peut-être aussi, en partie, le résultat d'un activisme politique mélanésien. Cette interprétation se confirme à la lecture des communiqués annuels du Forum. Les États mélanésiens y ont toujours veillé au respect du principe de non-intervention dans la politique intérieure des pays membres du Forum. La Déclaration de Biketawa de 2000, qui découle directement du principe édicté par le GFLM en 1988, garantit qu'aucune intervention dans un État membre du Forum ne pourra avoir lieu sans la demande expresse de cet État. Ceci explique en partie le succès de la RAMSI qui est intervenue en toute légitimité aux îles Salomon. Ceci pourrait aussi expliquer pourquoi aucune intervention n'a eu lieu à Fidji, notamment après les derniers coups d'État de 2000 et de 2006, et malgré le refus de Bainimarama de relancer plus rapidement le processus démocratique dans son pays.

Le groupe du Fer de Lance et l'adhésion des « Mélanésiens »

Plusieurs États ou territoires, comme le Timor-Leste ou la Papouasie occidentale, aspirent à être admis au sein du GFLM, tandis que le groupe

mélanésien envisage un rapprochement avec d'autres, comme le cas de la Nouvelle-Calédonie, voire de l'Indonésie.

Le Timor-Leste (ou Timor oriental), indépendant depuis 2002, considère encore sa proximité géographique avec l'Indonésie (son ancienne puissance administratrice) comme une menace directe à sa sécurité. Les troupes de maintien de la paix de l'ONU, en poste depuis 1999 jusqu'au référendum d'autodétermination de 2002, avaient dû revenir en 2006 en raison d'une tentative de coup d'État. Elles ont quitté le Timor-Leste fin 2012 (Head, 2012). Cependant la situation de ce petit État demeure fragile. Son objectif principal est de développer une stratégie affirmée d'intégration internationale comme l'illustre sa volonté affichée d'adhérer à l'association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) où il y a le statut d'observateur. Il a aussi renforcé ses partenariats économiques avec l'Australie et la Chine (Le Moel, 2012 : 7). En revendiquant ses racines mélanésiennes, le Timor-Leste cherche à intégrer cette zone, et à s'assurer de la sorte un certain degré de protection de la part des États océaniques. Son nouveau statut d'observateur au sommet des *leaders* du GFLM depuis 2011 est une première étape vers plus de collaboration et d'interaction avec le groupe subrégional. Son statut de membre à part entière du GFLM fait même peu de doute au sein de l'organisation mélanésienne (Falemaka, 2011). La volonté timorienne de contribuer financièrement au budget du groupe mélanésien et sa probable intégration au sein de l'ASEAN sont des arguments qui contrebalancent largement le fait que, pour une grande majorité de Mélanésiens, le Timor-Leste n'est pas un État mélanésien (PIPP, 2011)¹⁵.

La question de l'indépendance de la Papouasie occidentale représente l'une des plus importantes menaces à la crédibilité, voire à l'unité du GFLM. Devenue province indonésienne en 1963, la Papouasie occidentale n'a dès lors eu de cesse de réclamer son indépendance. En 2011, l'Indonésie a adopté une loi attribuant une autonomie spéciale à la Papouasie occidentale afin de mettre fin aux violences que cette province connaît depuis 1963. Cependant, en 2003, et en violation de la loi de 2001 qui garantissait les découpages provinciaux opérés, cette province indonésienne a été divisée en deux zones, la Papouasie et la Papouasie occidentale. Les autorités indonésiennes entendaient ainsi éradiquer la rébellion et les mouvements indépendantistes de cette région (Ondawame, 2011a). Les propositions régulièrement soumises par le Vanuatu et soutenues par les îles Salomon et le FLNKS, et dans une moindre

15. Seules 14,1 % des personnes interrogées, en 2011, considéraient les Timoriens comme des Mélanésiens (PIPP, 2011).

mesure par Fidji, d'accorder à la Papouasie occidentale le statut d'observateur auprès du Fer de Lance ont toujours été bloquées par la PNG. Pour justifier son choix de contrer le principe du GFLM de soutenir l'indépendance des peuples mélanésiens, Port-Moresby invoque celui de non-intervention dans la politique intérieure d'un État. Le fait que cette position soit en totale contradiction avec la politique de soutien du Fer de Lance à la cause kanak souligne ici l'une des failles majeures du GFLM. Et cette attitude biaisée à l'égard de la Papouasie occidentale se retrouve également dans les communiqués du Forum où cette question est rarement évoquée, voire plus du tout depuis 2007 lorsque la PNG avait proposé d'être le rapporteur des discussions du Forum sur la Papouasie occidentale auprès du président indonésien (*Pacific Islands Forum*, 2007). Ceci illustre combien la PNG entend conserver un contrôle étroit sur cette question. Une explication est qu'alors que tous les États ou territoires de la région – excepté le Timor – sont « protégés » par leurs frontières maritimes et un voisinage non agressif, la PNG est confrontée à une situation stratégique difficile. Elle partage en effet son unique et longue frontière terrestre avec sa puissante voisine indonésienne dont les troupes militaires violent très souvent les limites pour venir y pourchasser les activistes indépendantistes réfugiés en PNG.

La question du soutien à la cause indépendantiste de Papouasie occidentale, au potentiel fortement dommageable pour la légitimité politique du GFLM, a connu un premier choc lorsque le groupe a décidé d'accorder à l'Indonésie, en 2011, le statut d'observateur. En l'acceptant, Djakarta était bien consciente que sa déclaration d'être « la terre de 11 millions de Mélanésiens » y était pour peu (*Radio Australia*, 2011) et qu'un statut de membre plein n'était pas réaliste (Falemaka, 2011). Pourtant le renforcement de la coopération avec les États mélanésiens, ainsi que la volonté indonésienne de contribuer financièrement au fonctionnement du GFLM (*Ministry of Foreign Affairs of Indonesia*, 2011) ne présageaient rien de bon pour la poursuite des discussions sur la Papouasie occidentale au sein du Fer de Lance, et donc aussi du Forum.

La réticence de la PNG à ce que la question de la Papouasie occidentale soit évoquée dans les instances régionales a connu un nouveau tournant en juin 2013. Alors que le sommet biennal du GFLM se tenait en Nouvelle-Calédonie, le Premier ministre papou, Peter O'Neill, a préféré se rendre, à la tête d'une très importante

délégation gouvernementale, en Indonésie pour y signer une série d'accords commerciaux, d'exploitation minière, culturels, ou encore portant sur la frontière entre l'Indonésie et la PNG et l'extradition des « réfugiés » de Papouasie occidentale en PNG. Peter O'Neill, qui depuis son élection en 2011 avait adopté une certaine neutralité sur cette question, a désormais franchi le pas en déclarant en juin 2013 à Djakarta que « la Papouasie occidentale faisait partie intégrante de l'Indonésie » (*Flash d'Océanie*, 18/06/2013).

Il est intéressant de noter la similarité de l'attitude fidjienne, le contre-amiral Bainimarama ayant lui aussi préféré renforcer la coopération commerciale avec Djakarta (*Flash d'Océanie*, 18/06/2013) plutôt que de porter un combat diplomatiquement embarrassant.

Le 19^e sommet du GFLM, en 2013, avait pourtant suscité de gros espoirs quant à l'adhésion de la Papouasie occidentale au groupe mélanésien, au moins en tant qu'observateur dans un premier temps. Pour la première fois, la question y avait été ouvertement discutée¹⁶. Le vice-président du WPNC (West Papua National Coalition for Liberation)¹⁷, Otto Ondawame, y avait même été invité à prendre la parole, dénonçant les exactions indonésiennes¹⁸, réclamant l'inscription de la Papouasie occidentale sur la liste des territoires à décoloniser de l'ONU et demandant que le GFLM envoie une mission d'observation dans cette région (Ondawame, 2013). Bien que décevante – puisque la candidature de la Papouasie occidentale a encore été rejetée – cette première étape a néanmoins été perçue comme le début de la reconnaissance régionale et internationale de la cause papoue occidentale (*Pacnews*, 26/06/2013).

Une autre illustration des contradictions du GFLM est son changement d'attitude vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie. En effet, depuis sa création, le Fer de Lance a soutenu l'indépendance de 'Kanak' et a fait du FLNKS l'un de ses membres de plein droit. Ce statut fut attribué au mouvement indépendantiste kanak, et non au territoire de Nouvelle-Calédonie, perçu comme entité non-indépendante car encore française. Grâce aux accords de Maignon-Oudinot, puis de Nouméa en 1998, l'engagement vers un référendum d'auto-détermination a été mis en place. Et les progrès en sont régulièrement observés – et approuvés – par des missions ministérielles, initialement organisées par le seul Forum, puis, depuis 2007, par le GFLM également.

Or, depuis 2002, la Nouvelle-Calédonie est devenue l'objet d'un intérêt grandissant de

16. Notamment la question de la violation des droits humains des Papous par les autorités indonésiennes.

17. Un groupe qui rassemble 29 organisations de Papouasie occidentale promouvant l'unité nationale, la réconciliation et la consolidation internes (Ondawame, 2013).

18. Au moins 200 000 personnes auraient été tuées depuis le début des affrontements entre indépendantistes papous et forces indonésiennes (Bohane, 2013).

la part des États membres du Fer de Lance. Cette année-là, le gouvernement calédonien avait contesté au FLNKS le droit d'accueillir le sommet des leaders du GFLM aux frais des contribuables calédoniens. Le gouvernement territorial avait alors décidé d'accueillir, au nom de tout le territoire, le sommet annuel du groupe mélanésien à Nouméa (Mrgudovic, 2008b). L'acceptation de cette invitation par le GFLM pourrait dès lors être interprétée comme sa reconnaissance, même implicite, de la légitimité de l'autorité du gouvernement calédonien et, par extension, de la présence française dans ce territoire et dans le reste de la région.

Ce changement d'attitude peut s'expliquer de plusieurs façons. L'impact des accords de Matignon-Oudinot puis celui de Nouméa, ainsi que la politique encouragée par la France de renforcer la coopération bilatérale et multilatérale et l'intégration régionale de la Calédonie en sont une première explication (Mrgudovic, 2008b). Dans le rapprochement entre le GFLM, et en particulier le Vanuatu, et la Nouvelle-Calédonie, une étape importante a été franchie lorsque le Premier ministre ni-vanuatu Natapei s'est rendu en visite officielle à Nouméa en mai 2003 et a assuré qu'il soutiendrait une candidature de la Calédonie pour devenir membre du GFLM (May, 2011).

Le fait que le Fer de Lance envisage désormais l'intégration possible de la Nouvelle-Calédonie en son sein, aux côtés du FLNKS, souligne combien l'organisation mélanésienne a changé de perspective. La stabilité politique de la Nouvelle-Calédonie, son soutien économique à la région, réel et potentiel, et les liens privilégiés que celle-ci partage avec l'Union européenne (en tant que Pays et Territoires d'Outre-mer – PTOM) sont des arguments de poids pour les quatre États mélanésiens, et particulièrement pour le projet d'accord de libre échange voulu par le GFLM. Le fait que lors de son 15^e sommet en 2003, le GFLM ait demandé à la délégation du FLNKS de tenter de convaincre la Nouvelle-Calédonie de signer l'accord de libre-échange – Nouméa n'a pas encore répondu... – signifie que le territoire français est devenu très attractif pour le Fer de Lance. Ceci est renforcé par le fait qu'en juin 2013, c'est « la Nouvelle-Calédonie » – et non juste le FLNKS – qui a été désignée hôte du 19^e sommet, un autre signe de l'importance croissante du rôle que le GFLM souhaite que la Calédonie joue au sein de l'organisation.

Selon l'article 1.3 de l'accord instituant le GFLM, l'organisation peut inviter des observateurs, des membres associés et des invités spéciaux. La Nouvelle-Calédonie pourrait très certainement obtenir le statut d'invité spécial du

GFLM, avant d'y devenir observateur, voire plus. L'implication financière et organisationnelle du gouvernement territorial dans l'accueil du 19^e sommet mélanésien a été accompagnée d'une demande par le gouvernement de Nouvelle-Calédonie – bien que moins insistante que sous la présidence Gomès¹⁹ – de statut de membre plein au sein du Fer de Lance. Cependant, 2013 n'en fut pas encore l'occasion. Déjà membre associé au Forum, la Nouvelle-Calédonie pourrait-elle recevoir un statut similaire au sein du groupe du Fer de Lance ? Cela ne risquerait-il pas de saper la position du FLNKS au sein du groupe mélanésien ?

Dans tous les cas, ce dernier devra trouver la bonne formule s'il veut accueillir les deux entités tout en conservant sa légitimité vis-à-vis de ses principes fondateurs. Le GFLM se trouve déjà confronté à une ambiguïté similaire vis-à-vis de l'Indonésie et de la Papouasie occidentale. Le rôle de Fidji, qui a été instrumental dans l'entrée indonésienne au sein du groupe mélanésien a illustré, une nouvelle fois, la relation complexe de Fidji avec le Fer de Lance, notamment sous le leadership de Bainimarama.

Le GFLM et l'ambiguïté du leadership de Bainimarama

Même avant l'arrivée au pouvoir de Bainimarama, les relations entre Fidji et le GFLM ont toujours été empreintes d'une certaine ambiguïté.

Situé au cœur de l'Océanie, l'archipel fidjien a une identité ethnique duelle : bien que majoritairement mélanésien, sa partie orientale avec les îles Lau appartient à la zone polynésienne. L'île de Vanua Balavu, dans cet archipel, a été le berceau de la plupart des leaders fidjiens, dont son premier Premier ministre, le charismatique Ratu Mara (Huffer, 1993). Fidji se trouve ainsi dans une position spécifique, au sein de la région et au-delà. La plupart des organisations régionales, et internationales, y ont établi leurs bureaux ou agences. Fidji est en outre l'un des premiers – sinon l'unique – État océanien à s'être distingué sur la scène internationale, à l'ONU en particulier où il s'est engagé sur plusieurs causes (Huffer, 1993 ; Mrgudovic, 2008a, b) et participe régulièrement aux forces de maintien de la paix.

Le persistant refus initial de Fidji d'adhérer au GFLM a longtemps affecté la légitimité du groupe. Il reposait notamment sur le concept de Ratu Mara de la *Pacific Way* (Mara, 1997),

19. Lors de ce sommet, en juin 2013, le président du territoire, Harold Martin, avait admis que l'intégration de la Nouvelle-Calédonie au sein du GFLM dépendrait avant tout de ce qu'en déciderait le FLNKS (*Nouvelle-Calédonie 1^{re}*, 21/06/2013).

un engagement pour la coopération et le développement régionaux, dans le cadre d'une approche consensuelle pan-Pacifique Sud qui plaçait Fidji dans une dimension régionale plutôt que sub-régionale. Ce concept fut parfois aussi perçu comme l'expression de l'ambition d'un leadership régional pour Fidji (Huffer, 1993), voire pour Ratu Mara lui-même. Pourtant, après les coups d'État de 1987, la PNG et le Vanuatu avaient été parmi les rares États océaniques à soutenir leur « frère mélanésien ». Invoquant le principe de non-intervention, le Premier ministre papou Somare était parvenu à empêcher le Forum de prendre position sur cette question (McQueen, 1990). En raison de son industrie sucrière fortement subventionnée par l'Union européenne [UE], mais aussi en raison du soutien français après les coups d'État de 1987, le « frère mélanésien » considéra que la France – et sa forte position au sein de l'UE – devait être traitée avec égard, notamment sur la question kanak (Huffer, 1993). Fidji s'était ainsi clairement désolidarisé du GFLM sur cette question (Mrgudovic, 2008ab). Toutefois, lorsque Fidji a finalement accepté de rejoindre le GFLM et sa zone de libre-échange en 1998, il est vite apparu que le partenariat commercial avec Fidji était, et demeure, une source d'instabilité pour le projet économique du Fer de Lance (Mrgudovic, 2008b). Pourtant, Fidji, ou son leader actuel qui vient de diriger le GFLM de 2011 à 2013, n'a-t-il pas aussi risqué de mettre en porte-à-faux la vision politique du groupe ?

Après le coup d'État du contre-amiral Bainimarama en 2006, puis l'annonce, en 2009, de l'abrogation de la Constitution fidjienne, le doute s'est intensifié chez la plupart des observateurs quant aux intentions du Premier ministre « intérimaire » de restaurer la démocratie parlementaire (Herr, 2010 : 1). En conséquence, en 2009, Fidji a été suspendu du Forum ainsi que du Commonwealth. Bainimarama a, en retour, développé une stratégie diplomatique largement basée sur le GFLM, mais pas nécessairement pour le GFLM.

L'approche du Big Man

Selon White (2007 : 10, notre traduction) :

« [...] le pouvoir politique en Mélanésie est traditionnellement personnel et local [...]. C'est l'image du "Big Man" mélanésien – une personne dont l'autorité tient en partie à sa réputation personnelle »

voire à sa richesse ou sa capacité à pouvoir agir, politiquement, sans avoir à en rendre compte à

une quelconque autorité (Dix and Pok, 2009).

La réputation et les actions de Bainimarama, qui a généralement bénéficié du soutien mélanésien, ont aussi généré des tensions importantes au sein du GFLM comme au moment du transfert de la présidence du groupe mélanésien à Fidji en 2010. Le président sortant du Fer de Lance, et du Forum, le Premier ministre du Vanuatu, Edward Natapei, avait refusé de transférer ses pouvoirs à Bainimarama au motif que celui-ci n'était pas un leader élu – alors que tout président du GFLM ne peut l'être qu'à cette condition²⁰ – et que le gouvernement intérimaire fidjien était en violation des principes démocratiques du groupe. Bainimarama riposta en organisant ce qui fut initialement désigné comme une rencontre du « GFLM Plus », aussitôt rebaptisée « *Engaging with Fidji* » puis « *Engaging with the Pacific* » (May, 2011). Lançant un appel, au-delà du groupe mélanésien, à tous les PEID (petits États insulaires en développement) du Pacifique, Bainimarama déclara :

« Je propose aussi assistance et coopération entre Fidji et les PEID sur une base bilatérale et au niveau régional. » (Bainimarama, 2010)

Le message du *Big Man* indiquait ainsi clairement la stratégie que Fidji entendait jouer sur la scène régionale, au niveau multilatéral et bilatéral, et le soutien qu'il entendait générer pour les petits États insulaires mais aussi – et surtout – pour Fidji.

Évincé du pouvoir ni-vanuatu par une motion de censure, Natapei fut remplacé en décembre 2010 par Sato Kilman, plus favorable au contre-amiral. Après une cérémonie traditionnelle de réconciliation entre les deux pays organisée par les îles Salomon²¹, Bainimarama fut officiellement désigné président du Fer de Lance. Cette action illustre à nouveau la détermination mélanésienne d'empêcher l'isolement de Fidji et d'appliquer l'un des principes fondateurs du GFLM de soutien aux peuples mélanésiens. Or, une fois de plus, la politique fidjienne allait maltraiter la solidarité mélanésienne. En effet, en septembre 2011, en marge du traditionnel sommet des leaders du GFLM, Fidji organisa un second sommet « *Engaging with the Pacific* ». Il y présenta alors une « Charte du peuple », ébauche de la nouvelle constitution de Fidji – qui fut adoptée avant les élections parlementaires de septembre 2014 (Bainimarama, 2011). Réaffirmant la nécessité pour les PEID de collaborer avec Fidji, Bainimarama fit souvent référence à la légitimité mélanésienne (en raison de sa population et de ses richesses réelles et potentielles) à accompagner les

20. Le FLNKS fait encore ici cas d'exception.

21. Cette cérémonie avait, en fait, été mise en place par Natapei lui-même alors qu'il était encore au pouvoir (Vurobaravu, 2011).

PEID sur la voie du développement. Cependant, malgré ces références à la Mélanésie, le contre-amiral n'en fut pas moins accusé par certains d'avoir en réalité pris le Fer de Lance en otage à des fins stratégiques à vocation uniquement nationale – voire personnelle (Nikenike, 2011).

Une autre brèche à la construction mélanésienne est illustrée par le fait que c'est sous la présidence fidjienne du Fer de Lance que l'Indonésie fut invitée, en tant qu'observatrice, au sommet des *leaders* du GFLM de 2011 (Blades, 2011). L'initiative indiquait clairement la nouvelle direction que Fidji entendait faire prendre à l'organisation subrégionale, préférant le rapprochement avec l'Indonésie plutôt qu'avec la Papouasie occidentale, et favorisant ainsi les échanges commerciaux plutôt que la poursuite de l'idéal politique mélanésien.

Pourtant, l'effet le plus dommageable que la présidence de Bainimarama pourrait avoir eu sur le GFLM, et la région, tient à l'utilisation que le contre-amiral a faite du groupe mélanésien dans la gestion des relations que Fidji et l'Australie ont développées au cours des dernières années.

Fidji et l'Australie : le pernicieux antagonisme

La politique australienne, organisée dès 2006, de sanctions et d'isolement diplomatique vis-à-vis de Fidji s'est en quelque sorte retournée contre Canberra. Alors que la Nouvelle-Zélande a progressivement montré des signes de bonne volonté pour reprendre le dialogue avec Fidji à partir de 2010 afin de l'encourager à relancer le processus démocratique (Mrgudovic, 2010), les autorités australiennes se sont entêtées à appliquer la méthode forte contre Suva. Des critiques contre Canberra ont alors émergé dans le pays et dans la région, voire au delà (Herr, 2010, 2012 ; Thomson, 2009). L'Australie a été de plus en plus directement accusée d'avoir introduit une politique perçue comme une menace directe à la cohésion régionale et à la crédibilité et la légitimité du FIP désormais, et plus que jamais, considéré comme l'instrument de la politique régionale de l'Australie (Namorong, 2012 ; *Flash d'Océanie*, 28/06/2012).

Paradoxalement, la réaction australienne a, en quelque sorte, renforcé la solidarité mélanésienne. Face à « une culture du coup d'État », aux reports des élections générales et au refus fidjien d'assister au sommet du Forum en 2008, le GFLM a continué à soutenir Suva. En invitant Bainimarama à la signature de l'acte constitutif du GFLM en mars 2007 (*Flash d'Océanie*, 27/03/2007), le but du Fer de Lance fut non pas de justifier la situation à Fidji mais plutôt d'empêcher l'isolement de l'État mélanésien. Le communiqué du Forum de 2008 l'illustre quand il rapporte l'offre de la PNG d'accueillir une réunion spéciale du Forum pour discuter spécifiquement de la question fidjienne

afin de tenter de prévenir l'isolement du pays et d'aider à y rétablir rapidement le processus démocratique (FIP, 2008).

L'attitude australienne a également encouragé les États insulaires du Pacifique, et en particulier les États mélanésiens, à se tourner de plus en plus vers l'Asie pour leurs échanges commerciaux et de développement. Elle a aussi encouragé le GFLM, par la voix de son président Bainimarama, à promouvoir une nouvelle forme de régionalisme dégagé du contrôle australien – voire néo-zélandais – (Herr, 2012) sans toutefois chercher à en exclure ces deux États. La réévaluation que l'Australie a entreprise de sa « stratégie régionale », notamment vis-à-vis des États mélanésiens (PIPP, 2012), pourrait bien être dès lors l'étape nécessaire pour une redistribution salvatrice du pouvoir au sein de la région. Concernant Fidji, Canberra a annoncé une forte relance de son aide au développement, tout en la justifiant au niveau social et humanitaire mais en rejetant toute collaboration avec le gouvernement intérimaire fidjien (*AusAid*, 2012). Selon l'agence australienne de développement *AusAid*, cette volte-face de la politique australienne n'aurait pourtant rien à voir avec l'accroissement de la visibilité et de la reconnaissance de Fidji sur les scènes régionale et internationale.

Les succès diplomatiques croissants de Bainimarama auprès de nombreux États insulaires océaniques se sont pourtant traduits, à partir de 2012, par l'émergence d'une volonté internationale affirmée de renouer avec Fidji comme exprimée par le Japon, l'Indonésie, la Chine, ou encore la Russie. Toutefois une distinction demeurerait entre Fidji et la personne de Bainimarama. Si l'État fidjien, et même ses ministres, furent de plus en plus souvent accueillis et donc « réhabilités » sur la scène internationale, ce n'en fut pas toujours de même pour Bainimarama, l'Australie continuant d'exercer une pression diplomatique importante tous azimuts. Ainsi, dans un souci de renforcer sa propre influence en Océanie face à l'activité croissante de la Chine dans la région, avec Fidji notamment, le Japon avait-il invité le contre-amiral au sommet Japon-Océanie (PALM) en mai 2012 (Wallace, 2012). Cependant, « convaincu » par l'Australie que « pas assez n'avait été fait pour lever les mesures draconiennes d'ordre public », le Japon fut finalement contraint de retirer son invitation au Premier ministre fidjien pour lui préférer son ministre des Affaires étrangères (Wallace, 2012, ma traduction).

Une situation similaire s'est produite en Nouvelle-Calédonie – quoique la pression australienne soit moins claire. Une visite ministérielle du GFLM pour évaluer les progrès de la mise en place du processus de l'accord de Nouméa y avait été prévue pour juillet 2012. Mais lorsqu'il fut annoncé que Bainimarama

conduirait lui-même cette mission, certains élus anti-indépendantistes calédoniens (dont Philippe Gomès) s'opposèrent vivement à la venue d'un « dictateur mélanésien » sur le sol calédonien (*Flash d'Océanie*, 21/06/2012). « Dans un esprit de non-intervention dans la politique intérieure d'un pays », le GFLM décida alors de repousser cette visite à « une date plus appropriée », la Nouvelle-Calédonie ayant précisé que la mission – sans Bainimarama – « était toujours la bienvenue » (*Flash d'Océanie*, 26/06/2012). La même chose manqua de se reproduire en juin 2013 alors que le 19^e sommet du GFLM allait s'ouvrir à Nouméa. Philippe Gomès tenta à nouveau de faire barrage à la venue de Bainimarama. Mais cette fois-ci, le ministère des Affaires étrangères français décida d'accorder un visa au contre-amiral, compte tenu des garanties apportées par ce dernier sur la tenue d'élections générales à Fidji prévues en septembre 2014²².

La volonté croissante de normalisation des relations avec Fidji, exprimée aussi par la Nouvelle-Zélande, explique probablement pourquoi le nouveau Premier ministre australien, Tony Abbot, avait annoncé durant sa campagne électorale en septembre 2013, sa volonté de « normaliser les relations avec Fidji » (Herr et Bergin, 2013, notre traduction). La visite de la ministre australienne des Affaires étrangères à Suva le 15 février 2014 illustra la reprise d'une normalisation des relations entre les deux États (Hayward-Jones, 2014).

Bainimarama le visionnaire

Bainimarama, président du GFLM, a indubitablement apporté des éléments positifs au GFLM, à ses membres et à la région. En cherchant à sortir son pays de l'isolement, à lui redonner un rôle de leadership régional, Bainimarama a encouragé le reste des États et territoires océaniques à réfléchir et réagir. Tout d'abord, il a permis au GFLM de prendre une position centrale dans la région en endossant un rôle de médiateur. Le processus de réconciliation organisé entre Fidji et le Vanuatu a souligné la capacité du Fer de Lance d'éviter un nouveau risque d'instabilité voire de division entre ses membres. De même, le rôle de médiateur que le groupe mélanésien a joué entre le forum et Fidji a indiqué un net retour aux principes fondateurs du Fer de Lance pour la solidarité mélanésienne. En agissant en tant qu'intermédiaire entre Fidji et le forum, le GFLM a permis d'évacuer la tension entre Suva et la région, laissant l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans une position de relatif isolement (Herr, 2011 ; Thomson, 2009) quoique cette dernière ait

démontré plus rapidement sa volonté de reprendre le dialogue et de normaliser ses relations avec Fidji (*Flash d'Océanie*, 23/07/2012).

Bainimarama a aussi encouragé, à travers ses actions à la tête du GFLM, le reste du groupe mélanésien ainsi que les PEID à adopter la politique fidjienne du « *Look North* » et regarder au-delà de la région, vers le nord, l'Asie et l'ASEAN notamment – la PNG et Fidji en particulier souhaitent depuis de nombreuses années rejoindre cette organisation (Bainimarama, 2012). Se tourner vers les États asiatiques en général, perçus comme des partenaires commerciaux et fournisseurs d'aide au développement privilégiés, permettrait de réduire la dépendance régionale vis-à-vis de l'important soutien économique – et donc du contrôle – australien. La présidence fidjienne du Fer de Lance a aussi encouragé la réflexion – critique – sur l'accord PACER Plus et sur la justice et l'intérêt d'un tel projet pour les petits États insulaires en particulier (Kilman, 2011). La transformation en 2013 des sommets « *Engaging with the Pacific* » en une organisation régionale, le « *Pacific Islands Development Forum* » (« Forum pour le Développement des îles du Pacifique ») (PIDF) reconnue par l'ONU, symbolise la victoire de la stratégie de Bainimarama qui présente toutefois le PIDF non pas comme un rival mais comme le « complément » du FIP (PIDF, 2013).

Globalement, l'attitude du *Big Man* pourrait donc bien avoir redonné aux pays mélanésiens, voire à nombre de petits États insulaires du Pacifique Sud, une confiance en eux-mêmes que des années de régression économique ou de simple tendance à suivre l'impulsion australasienne avaient affectée. Mais elle pourrait aussi avoir sérieusement mis à mal la raison d'être politique du GFLM.

Prospectives et stratégies subrégionales

En 2012, le GFLM, sous présidence fidjienne, avait demandé à un « groupe de personnes éminentes » (GPE) d'établir un rapport sur le bilan des actions passées et la stratégie que le Fer de Lance devrait envisager pour les vingt-cinq prochaines années afin de poursuivre au mieux la réalisation de ses principes fondateurs originels. Présenté lors du sommet du GFLM de juin 2013, ce rapport, intitulé « renforcer le subrégionalisme du GFLM » indiquait la « direction » à suivre (MSG, 2013b, ma traduction). Celle-ci favorisait le plan économique, en promouvant la coopération et l'intégration économique, notamment au-delà du seul groupe mélanésien (MSG, 2013b). L'essence politique du GFLM fut aussi considérée. Ainsi, l'adhésion du FLNKS au groupe en 1990 avait créé un précédent quant à l'appartenance au groupe

22. Et probablement aussi en raison de l'achat par Fidji d'un deuxième Airbus A330, livré à Bainimarama lors de sa visite à Toulouse, en mai 2013.

de membres non étatiques, et avait soulevé la question de la nature intergouvernementale du groupe. Dans son rapport, le GPE reconnaissait dès lors que « stratégiquement », le GFLM bénéficierait à accueillir de nouveaux membres (*Pacnews*, 24/06/2013). Le GPE suggéra que d'autres formes d'association au groupe pourraient être envisagées. Ainsi, concernant l'accueil d'un nouveau membre plein, une période préliminaire dite « de consolidation » devrait être requise par le GFLM. Celle-ci permettrait à l'État candidat de « consolider » ses frontières pour éviter tout conflit éventuel avec ses voisins sur « l'accès à ses richesses naturelles. » (*Pacnews*, 24/06/2013). Cette recommandation semblait porter principalement sur la Papouasie occidentale et l'Indonésie, mais probablement aussi sur la Nouvelle-Calédonie et la France. En dépit de ce rapport, le GFLM n'a toujours pas développé de politique concrète sur cette question. En outre, compte-tenu de la nature « intergouvernementale » de l'organisation, le rapport recommandait que son caractère « transitoire » soit considéré afin d'envisager la diversité de ses membres potentiels – étatiques et non étatiques – faisant du GFLM une organisation « intergouvernementale Plus », le but clairement affiché étant d'« élargir la légitimité et diversifier les sources de financement » (*Flash d'Océanie*, 26/06/2013). Deux candidatures sont désormais à envisager en priorité : celles de la Nouvelle-Calédonie mais surtout celle de la Papouasie occidentale. D'ici à 2018, les Néo-Calédoniens vont se prononcer sur leur avenir. S'ils choisissent l'indépendance, la Nouvelle-Calédonie-Kanaky devrait normalement remplacer le FLNKS en tant que membre à part entière du GFLM. S'ils optent pour une autre solution – qui reste à déterminer –, le GFLM devra alors considérer, s'il ne l'a fait avant, une éventuelle adhésion néo-calédonienne – en raison notamment de son poids économique non négligeable. La Nouvelle-Calédonie pourrait ainsi se retrouver – en tant qu'observateur ou membre associé – aux côtés du FLNKS, membre à part entière. Plus préoccupante cependant, est la question de l'adhésion de la Papouasie occidentale à laquelle le Fer de Lance doit absolument apporter une réponse. Lors du sommet de juin 2013, l'Indonésie, observateur au GFLM, avait invité le groupe à envoyer une mission d'observation en Indonésie et en Papouasie occidentale. Cette mission, qui s'est finalement tenue en janvier 2014, a été décevante à plusieurs titres. Boycottée par le Vanuatu après le refus indonésien d'organiser une rencontre avec les représentants indépendantistes de Papouasie occidentale, la visite s'est transformée en une mission économique et commerciale

du GFLM en Indonésie. Cependant le point le plus inquiétant et crucial de cette visite est la déclaration que le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono a cosignée avec les représentants du GFLM de non-ingérence dans leurs affaires intérieures respectives (*Islands Business*, 2014b)²³. Principe fondateur du Fer de Lance, et toujours invoqué par la PNG quand la question de la Papouasie occidentale est évoquée, une telle déclaration pourrait bien avoir scellé le sort de la Papouasie occidentale. D'autant plus qu'au retour de cette visite, le représentant du FLNKS a émis un avis négatif sur l'actuelle candidature de la Papouasie occidentale auprès du GFLM tant que celle-ci ne serait pas présentée de manière collective par toutes les organisations indépendantistes de cette région – la demande est actuellement présentée par la *West Papuan National Coalition for Liberation* (*Islands Business*, 2014a). Il a toutefois suggéré que le GFLM pourrait aider les diverses organisations papoues à établir une demande commune (*Radio New Zealand*, 2014).

Conclusion

Durant les deux premières décennies de son existence, le GFLM s'est établi en se focalisant sur la Mélanésie et en se concentrant principalement sur ce qui allait permettre aux nations mélanésiennes de se (re)construire et de s'affirmer. Aujourd'hui, en tant qu'organisation officielle et reconnue au niveau régional et international, le GFLM semble vouloir regarder de plus en plus au-delà de la Mélanésie, voire de la région, essentiellement vers l'Asie.

Sa position ferme en faveur de Fidji semble avoir renforcé la stature du Fer de Lance. La région compte désormais avec lui, notamment l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que le Forum. Cependant, de nouveaux défis ont émergé qui soulignent le besoin pour le GFLM de clarifier ou redéfinir une stratégie politique et économique consensuelle. L'émergence d'une dynamique culturelle mélanésienne stagne. Par exemple, le festival de la Culture et des Arts mélanésien vivote tandis que les Jeux mélanésien, dont les premiers auraient dû être lancés en 2014 à Nouméa, en sont toujours au stade de projet. En réalité, ces événements sont trop largement dépendants des soutiens financiers extérieurs pour être viables. Et ils ne connaissent et ne connaîtront qu'un succès très limité face aux événements régionaux du même type, plus rassembleurs, et mieux financés.

L'« instabilité » mélanésienne, toujours sous-jacente, révèle que ces pays connaissent encore

23. Déclaration reprise, au niveau bilatéral, entre la PNG et l'Indonésie en février 2015 (*Indonesian Ministry of Foreign Affairs*, 2015).

certaines problèmes quant à l'accomplissement de leur affirmation identitaire « nationale » et donc mélanésienne. Afin de demeurer une organisation subrégionale cohérente et constructive pour la société mélanésienne et océanienne, le GFLM a réalisé qu'il devait faire son introspection. Avec la révision de ses principes fondateurs de 1988 et de sa Charte de 2007, le GFLM devrait aussi redéfinir et clarifier la place et le rôle des traditions et de la *kastom* au sein du groupe (Tarere, 2012), vecteurs identitaires largement négligés sous la présidence fidjienne du GFLM.

Le Fer de Lance s'est récemment avéré l'instrument le plus adapté pour faciliter et consolider le processus de reprise du dialogue entre Fidji et les instances océaniques (étatiques et organisationnelles) et ainsi préserver la stabilité régionale quelque peu fragilisée ces dernières années. Un subrégionalisme émergeant venant à la rescousse d'un régionalisme affaibli, tous deux également nécessaires, illustre la façon dont le groupe du Fer de Lance mélanésien pourrait servir au mieux tous ses principes fondateurs. La dernière présidence du groupe l'a largement réorienté dans une perspective économique et régionale voire supra-régionale. Le défi pour l'actuelle présidence du Fer de Lance – le FLNKS la détient depuis juin 2013 et jusqu'en juin 2015 – sera donc de parvenir à conjuguer l'impératif du développement économique avec celui du soutien à l'affirmation de la souveraineté des peuples mélanésiens. Le FLNKS, plus qu'aucun autre membre du GFLM, en connaît l'importance.

BIBLIOGRAPHIE

- AUSAID (Australian Aid Agency) (<http://www.ausaid.gov.au>, consulté le 27/09/2012).
- AYSON Robert, 2007. The 'arc of instability' and Australia's strategic policy, *Australian Journal of International Affairs* 61, 2, pp. 215-231.
- BAINIMARAMA Frank, 2010 (22/07). Opening Speech at the "Engaging with the Pacific" meeting (<http://www.fiji.gov.fj>, consulté le 30 juin 2012).
- , 2011 (01/09). ADDRESS At the second "Engaging with the Pacific" meeting (<http://www.fiji.gov.fj>, consulté le 30 juin 2012).
- , 2012. ADDRESS At the third "Engaging with the Pacific" meeting, 23/08/2012, <<http://www.fiji.gov.fj>> (consulté le 02 septembre 2012).
- BLADES Johnny, 2011 (26 April). Fiji's military ruler uses Melanesian Spearhead Group to end pariah status: Co-operation among Pacific islands will be tested by Frank Bainimarama's leadership of the group, *Guardian Weekly*.
- BOHANE Ben, 2013 (01/07). Out of the shadows, West Papua takes its place at the MSG (<http://www.pacificpolicy.org/blog/2013/06/28/out-of-the-shadows-west-papua-takes-its-place-at-the-msg/>, consulté le 2 juillet 2013).
- DE DECKKER Paul, 2002. Le Pacifique : à la recherche du développement dans un espace émiété » in « Les outre-mers face à l'intégration européenne et à la mondialisation, *Revue française d'administration publique* 101, 1, pp. 157-168.
- DIX Sarah and Emmanuel POK, 2009. Combating Corruption in Papua New Guinea, in Robert I. Rotberg (ed.), *Corruption, Global Security and World Order*, Cambridge, Massachusetts, World Peace Foundation.
- DOUGLAS Bronwen, 2003. Les « États » faibles et les affirmations nationalistes locales : des paradigmes mélanésiens en émergence ?, *Ethnologies comparées* 6 (<http://alor.univ-montp3.fr/cerce/revue.htm>, consulté le 10 mai 2012).
- FLASH D'Océanie (news) (<http://newspad-pacific.info/>).
- FOSTER J. (ed.), 1997. *Nation Making: Emergent Identities in Postcolonial Melanesia*, The University of Michigan Press.
- GRYNBERG Roman, Michael HYNDMAN and Sacha SILVA, (2005). *Toward a New Pacific Regionalism*, Report prepared for the Pacific Islands Forum, Pacific Studies Series, ADB (Asian Development Bank).
- HAMEIRI Shahar, 2009. The region within: RAMSI, the Pacific Plan and new modes of governance in the Southwest Pacific, *Australian Journal of International Affairs* 63, 3, pp. 348-360.
- HAYWARD-JONES Jenny, 2014 (14/02). Bishop in Fiji: Can Bainimarama grasp the opportunity?, *The Lowy Interpreter* (<http://www.loyyinterpreter.org>, consulté le 18 février 2014).
- HAU'OFA Epi, 1985. The Future of Our Past, in Robert C. Kiste and Richard A. Herr (eds), *The Pacific Islands in the Year 2000*, Working Paper series, pp. 151-169. Pacific Islands Studies Program, Center for Asian and Pacific Studies, University of Hawaii at Manoa, Honolulu, Hawaii (<http://scholarspace.manoa.hawaii.edu/handle/10125/15522>, consulté le 5 mai 2012).

- HEAD Jonathan, 2012 (31/12). East Timor: UN ends peacekeeping mission, BBC news Asia (<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-20873267>, consulté le 17 juin 2013).
- HENNINGHAM Stephen and David Ball (eds), 1991. *South Pacific Security: Issue and Perspective*, ANU, Australia, Canberra Papers on Strategy and Defence 72.
- HENNINGHAM Stephen, 1992. *France and the South Pacific. A Contemporary History*, Honolulu, University of Hawaii Press.
- HERR Richard Allen, 2010 (January). *Time for a fresh approach. Australia and Fiji relations post-abrogation*, Special Report, Australian Strategic Policy Institute (ASPI), Issue 27.
- , 2012 (November). Suva comes in the cold, but Canberra feels the chill, *The Strategist* 30, The Australian Strategic Policy Institute (<http://www.aspistrategist.org.au/suva-comes-in-from-the-cold-but-canberra-feels-the-chill/>, consulté le 1^{er} juillet 2013).
- HERR Richard and Anthony Bergin, 2011 (November). *Our near abroad. Australia and Pacific islands regionalism*, Australian Strategic Policy Institute (ASPI), Series: Strategy.
- , 2013 (13/09). Abbott must bring Fiji in from cold, *The Australian* (<http://www.theaustralian.com.au/news/world/abbott-must-bring-fiji-in-from-cold/story-e6frg6ux-1226717990719#>, consulté le 20 septembre 2013).
- HUFFER Élise, 1993. *Grands hommes et petites îles*. Paris, Éditions de l'ORSTOM.
- INDONESIAN Ministry of Foreign Affairs, 2012. Official Statement (<http://www.kemlu.go.id/Pages/IFPDisplay.aspx?Name=RegionalCooperation&IDP=19&P=Regional&l=en>, consulté le 18/06/2012).
- , 2015 (27 February). PNG Indonesia Joint Statement (<http://www.kemlu.go.id/sanfrancisco/Pages/News.aspx?IDP=7260&l=en>, consulté le 13/03/2015).
- ISLAND Business, 2014a (23/01). Some MSG opposition to West Papuan group membership bid, (<http://www.islandsbusiness.com/news/new-caledonia/4357/some-msg-opposition-to-west-papuan-group-membership/>, consulté le 28 février 2014).
- , 2014b (février). The West Papua debate: How will MSG dance? (<http://www.islandsbusiness.com/2014/2/letter-from-suva/the-west-papua-debate-how-will-MSG-dance/>, consulté le 28 février 2014).
- JOHNSON Honimae, 2013 (16/05), RAMSI police here for four more years (<http://www.ramsi.org/media/news/ramsi-police-here-for-four-more-years.html>, consulté le 17/06/2013).
- KILMAN Sato, 2007. *Melanesia and the Wider Pacific: A Vanuatu perspective*, The 2007 Annual Pacific Address, Pacific Cooperation Foundation, NZ (<http://www.pcf.org.nz/>, consulté le 20 mai 2012).
- , 2011 (3/03). Pacific Regionalism: Past, Present and Future, Keynote address, Pacific Islands Forum 40th Anniversary Leaders' Lecture series (<http://www.forumsec.org/pages.cfm/anniversary/lecture-series/keynote-address-by-vanuatu-pm-forum-chair.html>, consulté le 08 mai 2012).
- LAWSON Stephanie, 2010. The Pacific Way' as Postcolonial Discourse, *The Journal of Pacific History* 45, 3, pp. 297-314.
- LEACH Michael, James SCAMBARY, Matthew CLARKE, Simon FEENY, Heather WALLACE (eds), 2013. *Attitudes to National Identity in Melanesia and Timor-Leste*, Bern, Nationalisms Across the Globe 12, Peter Lang.
- LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- LINI Walter, 1980. Speech (<http://pearsonv.wordpress.com/2011/07/30/independence-address-to-vanuatu-by-the-pm-father-walter-lini-30-july-1980/>, consulté le 18 juin 2012).
- MACLELLAN Nic and Anthony REGAN, 2012. Bougainville and New Caledonia: Political Settlements, Referenda and the Path to Self-Determination, Seminar, SSGM, Australian National University (<http://asiapacific.anu.edu.au/news/podcasts/date>, consulté le 24 février 2012).
- MAIAVA Iosefa, 2003. Vice-Secretary General, Pacific Islands Forum, Interview par l'auteur, Suva, Fidji, 7 juillet 2003.
- MANOLI Panagiota, 2012. *The Dynamic of Black Sea Subregionalism*, Farnham, UK, Ashgate.
- MAPOU Raphael, 2006. Committee Rheebeu Nu, Discussion Paper, Pacific Regional Seminar on the implementation of the Second International Decade for the Eradication of Colonialism, Fiji, 28-30 November 2006, PRS/2006/DP.4.
- MARA Ratu Sir Kamisese, 1997. *The Pacific Way: A Memoir*, Honolulu, University of Hawai'i Press.
- MARA Ratu Ului, 2012 (30/03). Statement (http://www.cfdifi.org/Council_for_a_De

- mocratic_Fiji/Archives.html, consulté le 22 mai 2012).
- MAY Ronald, 2011 (8/02). The Melanesian Spearhead Group: testing Pacific island solidarity, *Policy Analysis* 74, Australian Strategy Policy Institute.
- MACQUEEN Norman, 1988. Beyond Tok Win: The Papua New Guinea Intervention in Vanuatu, *Pacific Affairs* 61, 2, pp. 235-252.
- , 1989 (May). Papua New Guinea's Relations with Indonesia and Australia: Diplomacy on the Asia-Pacific Interface, *Asian Survey* 29, 5, pp. 530-541.
- , 1990. The South Pacific: Regional Subsystem or Geographical Expression?, *Working Paper*, 214, Strategic and Defence Studies Centre, Canberra, ANU.
- , 2007. New Directions for Papua New Guinea's foreign policy, *The Pacific Review* 4, 2, pp. 162-173.
- MELANESIAN SPEARHEAD GROUP (MSG) Official Site (<http://www.MSGsec.info/>).
- , 1988. Agreed Principles of Co-operation Among Independent Melanesian States (http://www.MSGsec.info/index.php?option=com_phocadownload&view=category&id=3&Itemid=187, consulté le 21 mai 2012).
- , 2013a. 19^{ème} communiqué, 20 juin, Nouméa, Nouvelle-Calédonie (<http://www.MSGsec.info/images/PDF/19%20MSG%20leaders%20summit%20communiqué%20june%202013.pdf>, consulté le 27 juin 2013).
- , 2013b (4-5/10). MSG Attends APEC Ministerial Meeting (AMM) in Bali, Indonesia (<http://www.MSGsec.info/index.php/publicationsdocuments-a-downloads/press-release/308-14-oct-2013-MSG-attends-apec-ministerial-meeting-amm-in-bali-indonesia-4-5-october-2013>, consulté le 12 février 2014).
- MRGUDOVIC Nathalie, 2003. Nouvelle-Calédonie ou Kanaky : perceptions régionales du Caillou, *Journal de la Société des Océanistes* 117: *Nouvelle-Calédonie, 150 ans après la prise de possession*, I. Leblic (éd.), pp. 281-298.
- , 2008a. *La France dans le Pacifique Sud. Les enjeux de la puissance*, Paris, L'Harmattan.
- , 2008b. L'affirmation des dynamiques internes en Mélanésie, le Groupe Mélanésien du Fer de Lance, in Paul De Deckker et Jean-Yves Faberon (éds), *La Nouvelle-Calédonie pour l'intégration de la Mélanésie*, Paris, L'Harmattan, pp. 177-191.
- , 2010. L'Australie et la Nouvelle-Zélande: deux puissances régionales contraintes à l'action, in Marc Joyau et E. P. Guiselin (eds), *États et Constitutions du Pacifique Sud*, *Revue Juridique du Pacifique* Hors Série IX, pp. 303-330.
- NAROKOBI Bernard, 1980. *The Melanesian Way*, Boroko, Institute of Papua New Guinea Studies.
- , 2011b. *Brief Presentation of West Papua and Me*, Briefing Paper No.01: 14/5/WPNCL/ West Papua National Coalition for Liberation, Port-Vila, Vanuatu.
- , 2013 (21/06). Déclaration, 19^{ème} Sommet du GFLM, Nouméa (<http://www.MSGsec.info/index.php/publicationsdocuments-a-downloads/statements/222-21-june-2013-19th-MSG-leaders-summit-statement-by-dr-otto-ondawame-vice-chairman-of-the-west-papua-national-council-for-liberation>, consulté le 25 juin 2013).
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU), 1986 (2 décembre). Résolution 41/41 A.
- , 2010 (7/06), *Agreement establishing the Melanesian Spearhead Group*, N° 47291.
- PACIFIC ISLANDS FORUM (PIF) / Forum des îles du Pacifique (FIP), 1979 (9-10/07). Communiqué du 10^{ème} sommet, Honiara, îles Salomon (<http://www.forumsec.org/pages.cfm/newsroom/forum-communiqués/>, consulté le 10 mai 2012).
- , 2007 (16-17/10). Communiqué du 38^{ème} Sommet, Nuku'Alofa, Tonga (<http://www.forumsec.org/pages.cfm/newsroom/forum-communiqués/>, consulté le 10 mai 2012).
- PACIFIC ISLANDS DEVELOPMENT FORUM (PIDF) / Forum pour le Développement des îles du Pacifique (FDIP), (<http://pacificidf.org>, consulté le 18 février 2014).
- PACIFIC INSTITUTE FOR PUBLIC POLICY (PIPP), 2011 (29/03). *Are you part of the Melanesian Family?* (<http://www.pacificpolicy.org/page/2/?s=opinion+poll&task=search>, consulté le 27 juin 2012).
- , 2012 (21/05). *Pacific Policy Needs Recalibrating* (<http://www.pacificpolicy.org/2012/05/pacific-diplomacy-needs-recalibrating/>, consulté le 1^{er} septembre 2013).
- PACNEWS, 2013a (24/06). MSG sees itself as a serious player in regional and global affairs in the next 25 years – EPG report (<http://www.islandsbusiness.com/news/fiji/1574/MSG-sees-itself-as-a-serious-player-in-regional-and/>, consulté le 27 juin 2013).

- , 2013b (26/06). West Papua should support MSG decision: Fiji's foreign minister (<http://www.pina.com.fj/?p=pacnews>, consulté le 27 juin 2013).
- PREMDAS R., 1987. Melanesian Socialism: Vanuatu's Quest for Self-Definition and Problems of Implementation, *Pacific Studies* 11, 1, pp 107-129.
- RADIO AUSTRALIA, 2011 (15/04). Indonesia defends claim to largest Melanesian population (<http://www.radioaustralia.net.au/international/radio/onairhighlights/indonesia-defends-claim-to-largest-melanesian-population>, consulté le 2 juillet 2013).
- RADIO NEW ZEALAND INTERNATIONAL, 2014 (22/01). Some MSG Opposition to West Papuan group membership bid (<http://www.radionz.co.nz/international/programmes/datelinepacific/audio/2583105/some-msg-opposition-to-west-papuan-group-membership-bid>, consulté le 22 février 2015).
- TABANI Marc, 1999. *Kastom* et traditionalisme : quelles inventions pour quelles traditions à Tanna, Vanuatu ?, *Journal de la Société des Océanistes* 109, pp. 121-131.
- , 2000. Walter Lini, la coutume de Vanuatu et le socialisme mélanésien, *Journal de la Société des océanistes* 111, pp. 173-194.
- TARERE Winston, 2012 (30/03). Review of MSG founding agreement deferred to July, *Vanuatu Daily Post* (<http://www.dailypost.vu/content/review-MSG-founding-agreement-deferred-july>, consulté le 12 mai 2012).
- TCHERKÉZOFF Serge, 2008. *Polynésie/Mélanésie. L'invention française des « races » et des régions de l'Océanie*, Papeete, Au Vent des îles.
- VUROBARAVU Nikenike, 2011 (11/03). Conseiller de E. Natapei, Interview Port-Vila, Vanuatu.
- WALLACE Rick, 2012 (18/05). Japan snubs Fijian leader Frank Bainimarama, *The Australian* (<http://www.theaustralian.com.au/>, consulté le 28 juin 2012).
- WHITE Geoffrey, 2007 (May). Indigeneous Governance in Melanesia, State, Society and Governance in Melanesia Project Discussion Paper, Canberra, Research School of Pacific and Asian Studies, Australian National University.
- WITTERSHEIM Éric, 2003. *Grassroots. Ceux qui votent*, 85 min, Films du Possible/EHESS.